

Caucase ♦ Thomas Gomart, spécialiste de la Russie, commente la tentative d'assassinat du président ingouche.

«Un nouveau front pour le Kremlin»

Iounous-Bek Evkourov, le président d'Ingouchie, une république du Caucase russe proche de la Tchétchénie, a été grièvement blessé hier dans un attentat. *Libération* a demandé à Thomas Gomart(1), directeur du centre Russie/Nouveaux Etats indépendants de l'Institut français des relations internationales (Ifri) d'expliquer les raisons de ce regain de violence dans une région connue pour son instabilité.

Sait-on qui est derrière ces attentats : mafias, règlements de compte ou islamistes ?

Dans cette région, la limite est souvent floue en ce qui concerne l'idéologie religieuse, les liens familiaux ou les mafias, il est donc difficile de désigner un commanditaire. Le Kremlin a, lui, tendance à placer tous les mouvements rebelles sous le vocable fourre-tout de wahhabisme. Mais, il est clair que les attentats qui viennent d'avoir lieu étaient ciblés, qu'ils touchent des représentants de l'Etat ou ceux des *siloviki* [structures de force, à savoir justice, police, services, ndr]. Le président Evkourov était justement engagé dans une opération de contre-insurrection maîtrisée qui essayait de faire la part des choses entre l'utilisation des forces de police d'un côté et les liens avec la population de l'autre. Il y a deux mois, le Kremlin avait annoncé la fin du conflit en Tchétchénie, à savoir un règlement militaire et une solution politique. Deux mois plus tard, les violences ont rejailli sur l'Ingouchie et le Daguestan.

Attentats en série

L'attentat contre le président ingouche n'est pas un acte isolé. La vice-présidente de la Cour suprême puis l'ex chef de la police de la région ont été tués il y a peu dans deux attaques distinctes. Début juin, au Daguestan, le ministre de l'Intérieur était tué. Le président russe avait promis d'éliminer «*la racaille terroriste*». Fin mai, les autorités ont annoncé la mort d'Oumarov, dernier leader indépendantiste tchétchène.

INGOUCHE



La fin de la guerre en Tchétchénie serait donc une illusion ?

Il faut se représenter le Caucase comme un espace fragmenté et déstabilisé. Il y a au nord une zone déstabilisée par la guerre en Tchétchénie et au sud, une zone déstabilisée par la guerre de l'été dernier en Géorgie. Sans

compter que le Caucase n'est pas insensible à ce qui se passe en Turquie ou en Iran. Etant donné la manière dont elle a été menée, la guerre en Tchétchénie est restée porteuse de braises qui peuvent se rallumer. Le contrôle qu'exerce aujourd'hui le président Ramzan Kadyrov sur cette région n'y change rien.

C'est donc un coup dur pour le Kremlin ?

D'un côté, c'est un défi à l'autorité fédérale, et même un camouflet. Mais en même temps, cela va être un nouveau front. Et dans le fond, on voit que le Kremlin a souvent besoin d'un nouveau front. Parce qu'il a besoin de justifier le poids très lourd des structures de force et la forte présence militaire dans la région. Il faut voir que Moscou a envoyé des renforts militaires en Ingouchie au début de l'année. Ces incidents permettent au ministère de l'Intérieur de continuer à exercer une forte influence sur le pays.

N'est-ce pas aussi un défi personnel pour Medvedev ?

Nommé puis élu, Medvedev a été consacré dans sa fonction par la guerre en Géorgie. En Russie, un chef d'Etat se doit d'adopter une posture martiale. C'est ce qu'il a fait au Daguestan. La vraie difficulté pour lui est qu'il n'est pas reconnu comme un *primus inter pares* par la communauté de la sécurité. Contrairement à Poutine qui était plus crédible en tant que chef militaire.

Les nouvelles manœuvres russes prévues ce mois-ci à la frontière géorgienne n'aggravent-elles pas l'instabilité dans le Caucase ?

L'instabilité régionale dépasse le cadre de l'Ingouchie. Pour la Russie, l'essentiel est de montrer, aussi bien à la Géorgie qu'à l'Azerbaïdjan ou aux Occidentaux, qu'elle est la puissance dominante dans la région.

Recueilli par **HÉLÈNE DESPIC-POPOVIC**

(1) Auteur de *Russian Civil-Military Relations: Putin's Legacy*. Washington, Carnegie, 2008.